

Index AI : PRE01/424/2013
20 August 2013

Le Royaume-Uni doit rendre des comptes après avoir empêché le Guardian de faire état d'informations relatives à la surveillance

Les pressions exercées sur le journal *The Guardian* par les autorités britanniques afin de l'inciter à détruire des documents constituent une menace à la liberté d'expression, au droit à l'information et à la protection de l'indépendance des médias au Royaume-Uni, a déclaré Amnesty International mardi 20 août.

Le *Guardian* a signalé que les autorités britanniques ont menacé à plusieurs reprises sa direction d'une action en justice, ce qui a contraint le journal à détruire des informations envoyées par le lanceur d'alerte américain Edward Snowden. Ces informations portent sur la surveillance illégale exercée par les gouvernements américain et britannique, qui porte atteinte au droit à la vie privée de leurs citoyens, entre autres.

« Savoir que le gouvernement a insisté pour que le *Guardian* détruise des informations transmises par un lanceur d'alerte fait froid dans le dos », a indiqué Tawanda Hondora, directeur adjoint du programme Droit et politique d'Amnesty International.

« Nous avons là un exemple de tentative de fragilisation de la liberté de la presse de la part du gouvernement. Ces agissements portent par ailleurs gravement atteinte au droit du public de savoir ce que font les gouvernements de ses données personnelles et privées. S'ils sont confirmés, ces agissements mettront en évidence l'hypocrisie du Royaume-Uni, qui encourage par ailleurs la liberté d'expression à l'étranger.

« Le gouvernement britannique doit répondre de ses actes et affirmer publiquement son engagement en faveur de l'état de droit, de la liberté d'expression et de l'indépendance des médias. Il doit ouvrir une enquête afin de déterminer qui a ordonné d'agir de la sorte contre le *Guardian*. »

« Employer la manière forte pour essayer de museler les médias et d'enterrer des articles divulguant des informations relatives à Prism et à d'autres initiatives de surveillance va clairement à l'encontre de l'intérêt général. »

Lundi 19 août, Alan Rusbridger, rédacteur en chef du *Guardian*, a publié des allégations sur les agissements des autorités britanniques ayant eu pour but ces derniers mois de pousser le journal à remettre ou détruire des éléments en relation avec la surveillance exercée par le gouvernement.